

Congrès AFSP 2009

Section thématique 37

Partis politiques et mouvements sociaux à la croisée des approches :
interdépendances, transformations et traits communs.

Axe 1

Mathieu Dubois (Université Paris 4 / Universität Augsburg)

mduboisepicl@yahoo.fr

Le SPD face au mouvement étudiant : normalisation et institutionnalisation de « 68 » au sein de la social-démocratie allemande

« Réunir l'inquiétude productive des jeunes et l'expérience des aînés dans un nouveau centre social et libéral, [...] intégrer autant de ces forces que possible dans la démocratie parlementaire, au lieu de les en exclure; les exposer au processus de formation de la volonté démocratique au sein des partis – et en premier lieu le mien –, au lieu de les laisser dans les îles de la colère »¹, tel était le projet assigné en janvier 1973 au parti social-démocrate allemand par son président, le chancelier Willy Brandt, lors de sa déclaration gouvernementale. La politisation de la jeunesse et la radicalisation d'une partie des étudiants constitua en effet un véritable défi que le *SPD*, unique parti de gauche représenté au *Bundestag*, s'efforça de relever tout au long des années 1960-1970 : intégrer cette jeunesse contestataire et turbulente à la vie politique de la jeune République fédérale d'Allemagne.

La réalisation de cette ambition passait évidemment par l'établissement de liens privilégiés entre le parti et la jeune génération, ainsi que par une adaptation profonde des structures partisans aux exigences du nouvel engagement militant défini par le mouvement étudiant. La réussite de ce projet fut largement démontrée par le rôle que jouèrent les jeunes dans les succès électoraux du *SPD* entre 1969 et 1972. Ce soutien électoral de la jeunesse qui suivait immédiatement l'épisode contestataire donna l'impression que la politique de réformes engagée par Willy Brandt avec la coalition social-libérale n'était autre que la concrétisation des revendications formulées par le mouvement étudiant des années précédentes, volontiers assimilé à un « mouvement social ».

La notion a d'ailleurs alimenté depuis une quinzaine d'années les débats historiographiques sur la définition du mouvement étudiant allemand des années 1967-1969, de ses prodromes et de ses conséquences². Cherchant à appliquer la notion au mouvement soixante-huitard, le sociologue Dieter Rucht la définissait comme « un système d'action à durée limitée, fondé sur une identité collective de réseaux de groupes et d'organisation qui veulent provoquer, empêcher ou revenir sur des transformations sociales au moyen de la protestation – si besoin est jusqu'au recours à la violence »³. Une telle définition soulignait en fait l'unité fondamentale du mouvement étudiant en le caractérisant à la fois par les références à l'idéologie néo-marxiste et aux valeurs post-matérialistes, ainsi que par des pratiques organisationnelles, une stratégie et un répertoire d'action commun hérité notamment de la tradition ouvrière et des luttes américaines pour les droits civiques. Cette cohérence d'ensemble du mouvement dans ses objectifs et ses pratiques aurait ainsi constitué l'un des fondements de la réussite de la Nouvelle Gauche dans les années 1970-1980. Dans la mesure où l'impact d'un mouvement social dépend essentiellement de la récupération de ses revendications par des groupes intermédiaires qui influent sur les processus de décision politiques, la force du mouvement soixante-huitard allemand serait ainsi d'avoir su étendre son influence à un certain nombre de groupes institutionnels, en particulier aux partis

¹ BRANDT Willy, « Déclaration gouvernementale du 18 janvier 1973 devant le *Bundestag* », cit. in. ROVAN Joseph, *Histoire de la social-démocratie allemande*, Editions du Seuil, Paris, 1978, p.404.

² GILCHER-HOLTEY Ingrid (dir.), *1968: vom Ereignis zum Gegenstand der Geschichtswissenschaft*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 1998.

³ RUCHT Dieter, *Modernisierung und neue soziale Bewegungen*, Francfort, 1994, p.77.

politiques par le biais de leurs organisations de jeunesse et d'étudiants. Ces dernières auraient permis à une génération entière de jeunes militants de trouver leur place dans la démocratie ouest-allemande.

Cette impression d'un succès du mouvement soixante-huitard au travers du *SPD* a d'ailleurs été souligné par la réussite indéniable d'un certain nombre d'anciens membres des organisations étudiantes au sein de la social-démocratie allemande durant les années 1980-1990, accréditant l'idée d'une réalisation de la « longue marche à travers les institutions » que prônait Rudi Dutschke en 1968. Au lendemain de la victoire électorale du *SPD* en 1998, le quotidien allemand *Die Welt* titrait d'ailleurs : « Dutschke l'a-t-il emporté à Bonn ? »¹. Il est vrai qu'outre d'anciennes figures de proue de la Nouvelle Gauche (Joschka Fischer, Otto Schily), le gouvernement Schröder était dominé par une série de personnalités ayant appartenu dans les années 1960-1970 à l'organisation de jeunesse du *SPD*, les *Jungsozialisten* (*Jusos*), qui se revendiquaient à l'époque de l'héritage de l'*APO* (*Außerparlamentarische Opposition*) et des théories néo-marxistes : Rudolf Scharping (Ministre de la Défense – ancien membre de la direction fédérale des *Jusos*), Oskar Lafontaine (Ministre des Finances), Hans Eichel (qui lui succède aux finances – ancien président-adjoint des *Jusos*), Heidermarie Wieczorek-Zeul (Ministre de la Coopération et du développement économique – ancienne présidente des *Jusos*), ainsi que Gerhard Schröder lui-même (président des *Jusos* de 1978 à 1980).

Au delà même des carrières et des polémiques personnelles, cette impression d'une institutionnalisation du mouvement soixante-huitard dans la vie politique allemande par le biais du parti social-démocrate soulève évidemment nombre d'interrogations quand à la nature et à l'ampleur des transformations opérées par la « génération 68 » au sein de la culture politique sociale-démocrate. Elle pose notamment la question du lien entre la vague d'adhésions sans précédent qu'a connu le *SPD* dans le sillage du mouvement étudiant et la normalisation d'un certain nombre de pratiques politiques nouvelles au sein de la vie politique allemande.

A travers la qualification même de « mouvement social » se trouve ainsi posée la question du rapport entre le mouvement soixante-huitard et les transformations profondes qui affectèrent le parti social-démocrate avant comme après celui-ci. L'intégration de militants, d'idées nouvelles et de pratiques héritées du mouvement étudiant n'a pu se faire qu'au prix d'une adaptation des structures partisans et de la doctrine du parti à un contexte social nouveau. Il apparaît ainsi essentiel de déterminer si cette adaptation a été le fait du « mouvement social » ou a été au contraire impulsée par des réformes en cours au sein du *SPD* sur une plus longue durée.

Si la période 1968/1969 peut apparaître à bien des égards décisive pour le *SPD*, la transformation profonde des structures et de la doctrine du parti lors du congrès de Bad Godesberg en 1959 constitue le point de départ d'une refondation des valeurs et des pratiques de la social-démocratie allemande au cours des années 1960-1970. L'abandon de la dictature du prolétariat et l'acceptation des principes de l'économie sociale de marché rompait avec l'image d'un parti visionnaire d'intellectuels marxistes pour devenir un parti moderne d'experts en réforme du système en place². Si la majeure partie des militants et des cadres du parti approuva l'évolution en cours, l'acceptation des conséquences des décisions du congrès fut le fruit d'un processus long de plus de deux décennies émaillées par les luttes internes et les tentatives de refondation d'une gauche marxiste alternative au parti.

L'une des premières conséquences du nouveau cours adopté par la direction du parti fut la rupture, en 1961, avec son organisation étudiante, le *SDS*³. Outre le fait que cette organisation allait devenir le fer de lance du mouvement étudiant de la fin des années 1960, cette rupture annonçait l'ambiguïté des rapports entretenus par le *SPD* avec la gauche radicale durant les décennies suivantes. Unique parti de gauche depuis l'interdiction du *KPD* en 1956, le *SPD* incarnait en effet un certain nombre d'aspirations dans un pays gouverné depuis sa fondation par les chrétiens-démocrates, à commencer par celle d'une démocratisation de la société et de l'évolution de la question allemande. Tout en refusant tout rapport avec les organisations se revendiquant du marxisme ou liées au régime est-allemand, les dirigeants

¹ L'article est signé Klaus Rainer Röhl dans *Die Welt am Sonntag* du 4 octobre 1998.

² MÜLLER Emil-Peter, *Jungsozialisten - Zwischen Reform und Revolution*, Deutscher Instituts-Verlag GmbH, Cologne, 1974, p.117-118.

³ FICHTER Tilman / LÖNNENDONKER Siegwand, *Kleine Geschichte des SDS : Der Sozialistische Deutsche Studentenbund von Helmut Schmidt bis Rudi Dutschke*, 4ème édition, Klartexte-Verlag, Essen, 2007.

sociaux-démocrates cherchaient à capter l'attention d'une jeunesse radicale dont il apparaissait comme le seul interlocuteur institutionnel possible.

Cette alternative politique était incarnée par la figure du maire de Berlin-Ouest, Willy Brandt¹. Antinazi de la première heure et défenseur de la population berlinoise au moment de la construction du Mur par les Soviétiques en 1961, celui-ci bénéficiait d'un grand prestige moral au sein de la jeune génération. Le charisme juvénile du « Kennedy allemand » et sa popularité parmi les jeunes lui avaient d'ailleurs permis d'acquérir une image moderne d'homme d'Etat réformateur et de s'imposer comme le candidat naturel du *SPD* à la chancellerie tout au long des années 1960.

Ces espoirs furent toutefois déçus par la formation le 1^{er} décembre 1966 d'un gouvernement de Grande Coalition qui regroupait des ministres du *SPD* et de la *CDU/CSU* sous la direction de Kurt-Georg Kiesinger et au sein duquel Willy Brandt exerçait les fonctions de vice-chancelier. La question de la participation du *SPD* au gouvernement révéla alors au grand jour les ambiguïtés de la place du *SPD* au sein du jeu politique allemand. Alors que les dirigeants du parti (Willy Brandt, Herbert Wehner, Helmut Schmidt) considéraient la présence de ministres *SPD* au gouvernement comme le moyen de démontrer que le parti disposait désormais des compétences nécessaires pour se poser en alternative politique crédible, des critiques s'élevèrent contre la compromission des sociaux-démocrates au sein d'un gouvernement qui ne cherchait pas à renverser le système mais au contraire à l'entretenir. Cette position fut à l'origine de la création de l'*APO*, opposition extraparlamentaire regroupant les adversaires du système en place qui devait constituer la base du mouvement étudiant allemand.

Cette remise en question du parlementarisme ouest-allemand par l'*APO* se structura notamment autour la question de l'instauration d'une législation d'urgence. Il s'agissait de mettre en place un dispositif d'urgence visant à assurer le ravitaillement de la population, la mobilisation des forces armées en cas de catastrophe ou de guerre, ainsi qu'à garantir la protection de l'ordre démocratique contre toute menace intérieure. Existant dans la plupart des autres démocraties occidentales, ce dispositif suscita néanmoins une vague de protestations fondées sur la crainte d'un détournement abusif de cette législation pour réprimer tout mouvement de protestation comme cela avait été le cas sous la République de Weimar. On perçoit aisément la dimension fortement mobilisatrice du sujet au moment de la montée en puissance d'un mouvement social large. C'est justement la crainte d'une remise en question de la liberté de contester les décisions gouvernementales qui constitua l'élément structurant du mouvement social, élargissant une contestation étudiante limitée jusque-là aux universités à l'ensemble de la société ouest-allemande.

Les critiques à l'encontre du *SPD* furent d'autant plus fortes qu'en s'opposant à tous les projets de loi proposés en ce sens par la *CDU/CSU* jusqu'au milieu des années 1960, ce dernier avait constitué le principal rempart à cette législation dans un contexte constitutionnel qui exigeait un vote à la majorité des deux-tiers. En mai 1965, il avait toutefois fini par en accepter le principe par une déclaration commune avec les autres partis du *Bundestag*². L'alliance gouvernementale avec la *CDU/CSU* rendit enfin possible l'adoption de la législation par le *Bundestag*. L'absence d'opposition parlementaire sur cette question et l'impression d'un accord des gouvernants pour rétablir certains modes de contrôle policier de la population furent ainsi à l'origine de la naissance de l'*APO* et de la rupture entre mouvement social et le *SPD*. Si quelques députés sociaux-démocrates émirent alors des réticences sur l'opportunité d'une telle législation, la majeure partie de la fraction du *Bundestag* resta fidèle à la ligne définie par le parti.

Il n'en fut pas de même de la base et notamment des jeunes soutenus par la « vieille gauche » marxisante qui bravèrent régulièrement les interdictions des dirigeants du parti pour participer massivement aux mouvements de protestation aux côtés de l'*APO*. Loin de se limiter à la question des lois d'urgence, cette fronde interne s'inspirait largement des thèmes de la contestation étudiante pour critiquer le rôle du parti au sein de la coalition gouvernementale. Les ministres sociaux-démocrates subirent ainsi une forte pression de la part des militants, à commencer par le ministre de l'économie Karl Schiller, dont la politique ne leur semblait pas remettre en cause les fondements du capitalisme et de l'économie sociale de marché définie par la *CDU/CSU* depuis les années 1950. De même, la présence de

¹ Nous nous référerons simplement ici à la biographie de MERSEBURGER Peter, *Willy Brandt. 1913-1992. Visionär und Realist*, Deutsche Verlags-Anhalt, Stuttgart/Munich, 2002.

² GÖRTEMAKER Manfred, *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland : von der Gründung bis zur Gegenwart*, Beck, Munich, 1999, p.484.

Willy Brandt à l'*Auswärtiges Amt*¹ incita notamment certains partisans de la cause vietnamienne à exiger la condamnation officielle de « l'agression américaine au Vietnam » par le gouvernement de la République fédérale².

Ces revendications étaient en grande partie le fait de la base militante et en particulier des sections appartenant traditionnellement à l'aile gauche du parti et des jeunes, politisés sur ces mêmes questions dans les milieux étudiants, et que la proximité culturelle, politique et générationnelle incitait à participer aux actions des organisations radicales. Le 18 février 1968, plusieurs responsables du *SPD* berlinois (Harry Ristock, Erwin Beck), suivis par des centaines de militants du *SPD* prirent ainsi part à la grande manifestation contre la guerre du Vietnam organisée à Berlin-ouest. Ils portaient sur eux des pancartes avec l'inscription : « Je suis membre du *SPD* »³. Les militants sociaux-démocrates furent également nombreux à se rendre à Bonn pour protester contre l'adoption des lois d'urgence par le parlement en mai 1968. Ces actions de protestations apparaissaient d'autant plus importantes aux yeux des militants qui y participaient qu'elles leur permettaient d'exprimer publiquement leur rejet de la politique soutenue par les dirigeants de leur propre parti. Ces relations permirent toutefois au *SPD* de conserver un lien avec l'*APO* tout en étant au gouvernement.

En dépit de rapports officiels difficiles avec les organisations radicales du mouvement, le *SPD* continua en effet à rechercher le soutien de la jeunesse, et en particulier de la jeunesse politisée, dont il fallait éviter de se couper dans la perspective des élections au *Bundestag* qui devaient avoir lieu en 1969. Le *SPD* fut ainsi le seul parti ouest-allemand à maintenir un dialogue avec l'ensemble de la jeunesse politisée, en invitant toutes les organisations de jeunesse et d'étudiants à un congrès de la jeunesse organisé en janvier 1969. Même si les débats restèrent assez stériles étant donnée la diversité des organisations présentes et la divergence fondamentale des positions initiales, ce congrès apporta la preuve que le *SPD* restait le seul parti politique en lien avec toute la jeunesse.

Le parti donna par ailleurs l'impression de reprendre dans son programme de campagne certaines revendications essentielles portées par le mouvement étudiant, à commencer par le thème de la démocratisation et d'une véritable rénovation de la société, promettant une réforme de l'enseignement, le développement de la vie culturelle, de la protection environnement, l'amélioration du statut des jeunes et des femmes, l'élargissement de la cogestion dans les entreprises, une nouvelle *Ostpolitik* ; réformes que Willy Brandt résumait lors de sa déclaration gouvernementale du 28 octobre 1969 par le slogan : « oser plus de démocratie »⁴.

Contrairement à d'autres expériences – en particulier en France – cette prise en compte des aspirations du mouvement étudiant par le principal parti de gauche se révéla immédiatement payante puisque le *SPD* enregistra son plus grand succès depuis la fondation de la RFA lors des élections de 1969, rendant possible la formation d'une coalition gouvernementale avec les libéraux du *FDP* et mettant fin au règne de la démocratie-chrétienne au pouvoir depuis la fondation de la république. Ce succès était largement dû à la forte poussée de l'électorat jeune en faveur du *SPD*. Le parti social-démocrate y gagnait 6,5% par rapport aux élections de 1965 pour atteindre 46,5% chez les 21-29 ans⁵. Cet électorat devait ainsi constituer la base électorale de la politique sociale-démocrate jusqu'au milieu des années 1970 et inciter ainsi le gouvernement à poursuivre dans la voie des réformes. Lors des élections de 1972, le *SPD* devint même, pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale, le premier parti d'Allemagne avec 45,8% des suffrages.

Il convient toutefois de nuancer fortement cette impression d'un succès du mouvement soixante-huitard allemand à travers le succès électoral historique du *SPD* en 1969. L'intégration d'un certain nombre de thématiques relatives à la démocratisation de la société dans le programme du *SPD* était en effet bien antérieure au mouvement étudiant. Par ailleurs, les dirigeants sociaux-démocrates ont toujours

¹ Ministère des Affaires étrangères.

² SCHONAUER Karlheinz, *Geschichte und Politik der Jungsozialisten in der SPD 1946-1973. Der Wandel der SPD-Jungorganisation von der braven Parteijugend zur innerparteilichen Opposition*, Pil. Diss., Berlin, 1980, p.249-251.

³ « Ich bin SPD-Mitglied ». Voir à ce sujet BÖRNSSEN Gert, *Innerparteiliche Opposition. Jungsozialisten und SPD*, Runge, Hambourg, 1969.

⁴ « mehr Demokratie wagen » - BRANDT Willy, *Déclaration gouvernementale du 28 octobre 1969*.

⁵ SCHÖNHOFEN Klaus, *Wendjahre: die Sozialdemokratie in der Zeit der Grossen Koalition (1966-1969)*, Dietz, Bonn, 2004, p.619-620.

affirmé leur hostilité profonde à l'*APO*, condamnée pour sa dimension réactionnaire, antidémocratique et violente. De ce point de vue, si les succès électoraux du *SPD* ont indéniablement bénéficié de la politisation de la jeunesse sur les grands thèmes de la gauche allemande, il serait parfaitement absurde d'y voir un lien politique, encore moins une alliance à laquelle les dirigeants du *SPD* n'ont même jamais songé. La force de l'anticommunisme au sein de la société ouest-allemande des années 1960 et son rôle fondamental dans la constitution de la République fédérale rendait toute compromission avec des organisations communistes particulièrement dangereuse du point de vue électoral. Le *SPD* n'avait d'ailleurs rompu qu'en 1959 avec sa tradition marxiste lors de son congrès de Bad Godesberg et s'était efforcé depuis d'acquiescer à cet égard une dimension de respectabilité nécessaire à un parti de gouvernement. En tant que principal parti de gauche, il était toutefois toujours sujet à des soupçons que ne manquaient pas d'alimenter les autres partis pour jouer sur la fibre anticommuniste de leur électorat.

A partir du milieu des années 1960, un nouvel élément vint renforcer la prudence du *SPD* dans ses relations avec l'extrême gauche : la nouvelle *Ostpolitik*. L'ouverture à l'Est prônée par les dirigeants du parti sur le plan international rendait encore plus sensible la question de ses contacts politiques intérieurs. Tout au long des années 1960-1970, l'*Ostpolitik* constitua ainsi un facteur important de la relation du *SPD* avec la gauche et l'extrême gauche ouest-allemande, dans la mesure où le succès de la première supposait une prise de distance sans ambiguïté vis-à-vis de la seconde.

Considérant l'ensemble de ces aspects ainsi que la critique des positions gouvernementales du *SPD* par l'*APO*, certains historiens n'hésitent pas à voir dans le mouvement étudiant une véritable hypothèque pour les ambitions électorales du parti, allant parfois jusqu'à suggérer que la victoire du *SPD* en 1969 ne se soit pas faite « grâce, mais malgré le mouvement étudiant »¹. Sans nier l'importance essentielle de la politisation de la jeunesse par ce dernier, force est de constater que la captation du potentiel électoral issu de ses mobilisations n'eut qu'un lien très ténu avec les revendications des organisations étudiantes composant l'*APO*. Celles-ci furent d'ailleurs éclipsées par la campagne électorale de 1969. Le retour sur le devant de la scène du jeu politique traditionnel et des controverses entre les principaux partis fut immédiatement contemporain d'une éclipse progressive des principales organisations radicales au cours de l'année 1969. Ces dernières, et en particulier le *SDS*, entrèrent alors dans une phase de restructuration qui marquait pour la plupart d'entre elles le passage du mouvement social à une tentative d'institutionnalisation ou de normalisation permettant à leurs idées de conserver leur place sur le long terme dans la société allemande.

Là encore, la personnalité de Willy Brandt joua un rôle déterminant dans l'intégration ou de la réintégration d'une partie importante de la jeunesse dans le jeu politique traditionnel, rendant ainsi possible les succès électoraux du *SPD* et la poursuite des réformes. Outre sa popularité et son image très positive auprès de la jeunesse, Brandt sut maintenir constamment un lien fort entre le parti et la jeunesse en faisant le pari risqué – et refusé par l'aile droite du *SPD* – de laisser la jeunesse radicale s'intégrer aux structures partisans dans le double objectif d'atténuer progressivement le radicalisme hérité du mouvement étudiant et dynamiser les structures du parti par la vague de politisation qui touchait la jeune génération. Héritier de la période troublée de la République de Weimar et du nazisme, Brandt considérait qu'il fallait à tout prix éviter une escalade de la violence en maintenant un dialogue avec la jeunesse². Fidèle à cette ligne de compromis et d'intégration, Brandt chercha toujours à éviter toute rupture avec la jeune génération.

Cette ambition de canaliser la jeunesse politisée au sein du parti social-démocrate fut largement couronnée de succès dans les années qui suivirent le mouvement étudiant. Alors que la croissance des effectifs était restée lente jusqu'à la fin des années 1960 – connaissant même un recul pour l'année 1968 –, ceux-ci connurent une progression constante entre 1969 et 1976, passant de 779 000³ à 1 022 000 membres⁴. Cette croissance spectaculaire des effectifs contribua à modifier fortement le profil sociologique des adhérents du parti, ainsi que le rapport des militants à l'action politique. Si Bad

¹ GÖRTEMAKER Manfred, *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland : von der Gründung bis zur Gegenwart*, Beck, Munich, 1999, p.491.

² MERSEBURGER Peter, *Willy Brandt. 1913-1992. Visionär und Realist*, Deutsche Verlags-Anhalt, Stuttgart/Munich, 2002, p.560-563.

³ *Jahrbuch der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands – 1968/69*, Neuer Vorwärts Verlag, Bad Godesberg, 1969.

⁴ *Jahrbuch der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands – 1975/77*, Neuer Vorwärts Verlag, Bad Godesberg, 1969. Les effectifs atteints en 1976 constituent encore aujourd'hui un record historique pour le parti.

Godesberg avait signifié l'ouverture doctrinale et statutaire du parti à travers la rupture avec la tradition ouvriériste, les années qui succédèrent immédiatement au mouvement constituèrent un véritable tournant dans la réalisation du principal objectif des réformateurs des années 1950 : la constitution d'un parti de masse ouvert à toutes les couches de la société ouest-allemande. Après l'abandon de la doctrine marxiste et des principales structures de la sociabilité ouvrière, les années 1970 devaient ainsi marquer définitivement la fin du parti de classe traditionnel qu'avait été le *SPD* et l'arrivée massive de cadres, d'employés, d'étudiants et de lycéens au détriment d'une classe ouvrière désormais réduite à sa seule dimension sociologique.

Cette diversification du profil des adhérents fut avant tout le fruit de l'afflux de jeunes militants. En 1972, les jeunes de 35 ans et moins représentaient 65,4% des nouveaux adhérents du parti, soit plus de 102 000 adhérents¹. Le lien direct entre la politisation des jeunes au cours du mouvement étudiant et cet afflux vers le *SPD* est d'ailleurs souligné par la radicalisation rapide des organisations de jeunesse et d'étudiants du parti au tournant des années 1969-1970.

L'évolution de la politisation en milieu étudiant révéla en effet rapidement que la rupture avec le *SDS* n'avait pas apporté une réponse durable au problème de la radicalisation politique des jeunes militants du parti. Fondée en 1960 par la fraction du *SDS* favorable à la ligne du parti, la nouvelle organisation étudiante social-démocrate, le *SHB* (*Sozial-demokratischer Studentenbund*), ne tarda pas à suivre une évolution similaire et à s'associer au *SDS* en 1964. Cherchant à éviter une nouvelle rupture qui aurait risqué de la décrédibiliser au sein de la jeunesse, le *SPD* tenta de faire pression sur son organisation étudiante en réduisant progressivement son soutien financier à partir de 1969. L'évolution de plus en plus radicale du *SHB* vers des positions théoriques proches de celles du capitalisme monopolistique défendu par la RDA décida finalement le *SPD* à lui interdire de porter le nom de « social-démocrate » en 1972, consommant ainsi une rupture qui n'avait été empêchée jusque-là que par le soutien apporté au *SHB* par l'organisation de jeunesse social-démocrate, les *Jusos*.

« Dépôt de recrues » pour l'appareil du parti jusqu'au milieu des années 1960, ces derniers devinrent une véritable organisation politique à la faveur de l'afflux de jeunes militants politisés issus du mouvement étudiant². L'arrivée massive d'étudiants et de jeunes diplômés dans les principales villes universitaires eut pour conséquence d'accélérer le développement d'une aile gauche néo-marxiste au sein de l'organisation. Berlin, Francfort et Munich devinrent en quelques années des bastions de l'aile gauche des *Jusos*. La croissance de ces groupes dans les villes et leur ascendant intellectuel et organisationnel sur les sections locales permit peu à peu à cette aile gauche de prendre le pouvoir au sein de l'organisation. Encore contenue de peu par la direction au congrès de Mayence en 1967, cette opposition devint majoritaire au congrès de Munich en 1969 et pris le contrôle des *Jusos*, orientant ces derniers dans une ligne néo-marxiste qui devait être maintenue plus de vingt par l'organisation.

S'inspirant notamment des écrits d'André Gorz et de ceux des théoriciens l'école de Francfort, ces nouvelles orientations étaient fondées sur le principe de réformes fondamentales permettant à moyen terme, par leurs effets sur les structures économiques et sociales, de « dépasser le système capitaliste ». En matière de démocratie partisane, les *Jusos* demandaient l'accroissement des pouvoirs de la base et le contrôle des élus et des représentants par un système de mandats impératifs. La nécessité d'une mobilisation politique de la population conduisit les *Jusos* à s'inspirer des pratiques d'action directe de l'*APO* qu'imitaient les organisations se revendiquant de son héritage. Les *Jusos* organisèrent notamment des initiatives citoyennes (*Bürgerinitiativen*) dont le principe était fondé sur la solidarité citoyenne à travers l'apport d'une aide concrète à une population ciblée (baisse du tarif des transports, lutte contre la spéculation foncière, construction d'infrastructures publiques...). Ces pratiques alternatives renouvelaient en profondeur la conception même du militantisme dans une organisation politique.

Cette nouvelle ligne des *Jusos* s'appuyait sur une stratégie de conquête du pouvoir au sein du parti fondée sur la politisation et la mobilisation de masses toujours plus importantes de la population. Cette stratégie devait permettre de s'emparer progressivement de tous les leviers de pouvoir et de réaliser ainsi la « marche à travers les institutions ».

¹ STEPHAN Dieter, *Jungsozialisten : Stabilisierung nach langer Krise? Theorie und Politik 1969-1979 - eine Bilanz*, Verlag Neue Gesellschaft GmbH, Bonn, 1979, p.100-103.

² J'emprunte l'expression à KRABBE Wolfgang R., *Parteijugend in Deutschland : Junge Union, Jungsozialisten und Jungdemokraten 1945-1980*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2002.

Ces orientations étaient donc essentiellement fondées sur la contestation des positions du parti et – la personne de Willy Brandt mise à part – de ses dirigeants. La nouvelle direction revendiqua d'ailleurs immédiatement un rôle d'opposition interne qui faisait écho au rôle d'opposition extraparlamentaire qu'avait jouée l'*APO*. Si leur lien avec cette dernière fut contesté par les acteurs du mouvement étudiant en raison même de leur attachement à l'action politique dans le cadre du *SPD*, les *Jusos* revendiquèrent une filiation avec celle-ci dès 1969.

Cette contestation de la ligne du parti se faisait notamment au nom du rejet du congrès de Bad Godesberg et de l'abandon de la doctrine marxiste au profit de l'acceptation des principes de l'économie sociale de marché. Cette opposition se superposait sur un conflit générationnel de plus en plus marqué au sein du parti au tournant des années 1960-1970¹. L'afflux de jeunes formés et politisés sur les bancs des universités et rompus aux nouvelles formes de militantisme héritées des mouvements contestataires entraîna en effet une transformation parfois radicale des pratiques politiques de la base. Les militants plus âgés y perdirent la sociabilité traditionnelle d'un parti resté jusque là largement ouvrieriste. Les *Jusos* tentèrent d'y substituer une conception nouvelle du militantisme, fondée sur l'endoctrinement, l'activisme et l'exercice constant du débat. A travers ce conflit générationnel, c'était ainsi la conception même du rôle social d'un parti politique qui était remise en question par les jeunes².

Les *Jusos* cherchèrent rapidement à structurer cette opposition interne au niveau fédéral. S'appuyant sur les bastions de la « vieille gauche » (*Alte Linke*), ils s'employèrent à partir de 1970 à reconstituer l'aile gauche du parti fortement affaiblie depuis l'adoption du programme de Bad Godesberg. Contestant l'hégémonie du courant majoritaire de Bad Godesberg, cette aile gauche remporta de rapides succès dans les grandes villes (Munich, Francfort) et parvint ainsi à influencer nettement les évolutions de la politique locale du *SPD* dans les années 1970. Elle entra également à la direction du parti et contribua notamment à atténuer les orientations allant dans le sens de l'économie sociale de marché en s'opposant à la politique économique d'Helmut Schmidt.

Ces oppositions donnèrent lieu à des conflits réguliers qui émaillèrent les relations entre le parti et son organisation de jeunesse dans les années 1970. Ils se cristallisèrent autour de la question du rapport avec les organisations communistes. Ces dernières participaient en effet régulièrement aux mêmes actions visant à mobiliser la population que les *Jusos*. Pour contrer les accusations de la *CDU/CSU* accusant le *SPD* de s'orienter vers la réalisation d'un « Front populaire » (*Volksfront*) alliant les sociaux-démocrates aux communistes de l'intérieur et de l'extérieur par le biais de l'*Ostpolitik*, les dirigeants du parti cherchèrent à imposer la règle d'une non-participation aux manifestations organisées par des organisations communistes. Le théoricien du parti, Richard Löwenthal, rappela dans un rapport de novembre 1970³ les distinctions fondamentales existant entre la social-démocratie et le communisme du point de vue des libertés et des droits fondamentaux des individus et souligna qu'il ne pouvait donc y avoir aucune collaboration entre les partis et les organisations des deux familles politiques. Sur le plan local, les dirigeants du parti eurent toutefois une très grande difficulté à faire accepter des principes dont l'application nécessitait une grande souplesse d'interprétation pour éviter de réduire à néant l'action des sociaux-démocrates au sein de la jeunesse mobilisée. Il s'ensuivit de multiples procédures d'exclusion intentées par les structures locales du parti contre des membres de l'organisation de jeunesse.

Un second point de divergence majeur fut la question des interdictions d'exercer dans la fonction publique qui touchèrent massivement les membres des organisations d'extrême-gauche à partir de 1972. Cédant aux pressions des Ministre-Présidents gouvernant les *Länder* et cherchant toujours à contrer l'accusation de lien avec les communistes, Brandt avait en effet autorisé les autorités des *Länder* à exclure de la fonction publique les membres d'organisations communistes. Cette mesure déchira profondément le parti durant les années 1970 et Brandt y vit lui-même plus tard l'une de ses plus grandes erreurs, dans la mesure où elle entraînait en profonde contradiction avec son œuvre de démocratisation de la société⁴. Les *Jusos* se mobilisèrent pour obtenir le retrait de ces lois ainsi que pour aider juridiquement et

¹ SCHÖNHOFEN Klaus, *Wendjahre: die Sozialdemokratie in der Zeit der Grossen Koalition (1966-1969)*, Dietz, Bonn, 2004, p.534.

² GEBAUER Annkatrin, *Richtungsstreit in der SPD*, Vs Verlag, Wiesbaden, 2005, p.104-108.

³ « Zum Verhältnis zwischen Sozialdemokratie und Kommunismus » - *Archiv der Sozial-Demokratie (AdsD), Sitzung des Parteivorstands, Parteirat und Kontrollkommission am 13/14.11.1970*.

⁴ MERSEBURGER Peter, *Willy Brandt. 1913-1992. Visionär und Realist*, Deutsche Verlags-Anhalt, Stuttgart/Munich, 2002, p.634.

financièrement ceux qu'elles touchaient. Certains membres des *Jusos* et du *SHB* furent même un temps inquiétés dans certains *Länder*.

Au sein même du parti, les dirigeants du *SPD* prirent très vite au sérieux la menace d'un noyautage par les groupes d'extrême-gauche venus du mouvement étudiant. Il s'agissait pour eux d'agir efficacement pour empêcher tout retour sur le programme de Bad Godesberg. Lors d'une session de la direction du parti en mai 1968, certains responsables avaient même proposé – sans être entendus – l'adoption de mesures destinées à suspendre localement les nouvelles adhésions ou à contrôler les nouveaux militants en les soumettant à une période probatoire durant laquelle il leur serait impossible d'exercer de fonctions électives et de prendre part aux votes¹.

Ces mesures contraires aux statuts du parti révélaient en fait l'impuissance de nombre de dirigeants locaux face aux vagues de jeunes militants qui prenaient parfois en quelques semaines le contrôle de sections entières. Les pratiques politiques des jeunes militants déroutaient souvent les vieux militants du parti, habitués à l'ambiance de camaraderie conviviale qui régnait jusque-là entre les membres du parti ouvrier. Beaucoup d'entre eux cessèrent de participer à des réunions politiques au cours desquelles les jeunes se lançaient dans des discussions théoriques sans fin et auxquelles ils ne pouvaient pas toujours participer faute d'une formation suffisante. Cet ascendant intellectuel des plus jeunes jouait d'autant plus que leur maîtrise rhétorique leur donnait un avantage souvent décisif dans les débats et intimidait les militants les moins formés. Le rôle local des étudiants était d'autant plus important dans ces évolutions que l'absence d'activité professionnelle et de contraintes familiales donnait à la plupart d'entre eux tout le loisir de se consacrer à la politique, au contraire des militants plus âgés, dont la participation dépendait fortement de ces facteurs externes. Les jeunes étaient d'ailleurs parfaitement conscients de l'immense avantage que leur conférait leur condition du point de vue de la pratique politique, et ils n'hésitaient pas à s'en servir. La prolongation des débats jusque tard dans la nuit permettait ainsi d'attendre le départ des militants les plus âgés pour passer ensuite aux votes décisifs ! Ces pratiques furent tellement répandues que le Conseil du parti dut fixer la clôture des débats des congrès fédéraux à 22 heures le soir pour montrer l'exemple².

Ces pratiques héritées des joutes en AG étudiante et les orientations politiques allant dans le sens d'un retour de l'idéologie et de la théorie dans les programmes du *SPD* étaient en grande partie contraires aux attentes de l'électorat. La *CDU-CSU* ne manqua d'ailleurs pas d'utiliser la menace d'une dérive marxiste du *SPD* comme argument de campagne pour effrayer les électeurs. Si l'opinion leur était encore relativement favorable au début des années 1970 dans le sillage du mouvement étudiant et des réformes de Willy Brandt, les choses évoluèrent rapidement aux premiers signes annonciateurs de la crise économiques et les *Jusos* devinrent bientôt un handicap électoral sérieux pour le parti. La série de défaites électorales locales que connut celui-ci en 1975-1976 fut imputée à l'action des *Jusos*, accusés de réveiller chez les électeurs un anticommunisme que les dirigeants du *SPD* s'étaient efforcés d'atténuer depuis les années 1950. Surtout, le contrôle de l'aile gauche sur certains bastions de la social-démocratie conduisit les électeurs à se détourner localement du *SPD* qui perdit nombre de ses fiefs à partir de la fin des années 1970 : Francfort (1977), Munich (1978), Berlin (1981). Sans qu'elles puissent être imputée à un facteur unique, ces défaites successives furent largement le fruit de l'influence de l'aile gauche sur la démocratie locale. La confusion créée au sein des équipes dirigeantes par les luttes de factions et les orientations idéologiques guidant leur action furent largement à l'origine du rejet exprimé par les électeurs³.

Si les succès électoraux du *SPD* entre 1969 et 1972 s'appuyaient largement sur la revendication d'une démocratisation de la société formulée au même moment par l'*APO*, les conflits internes et les difficultés électorales des années 1970-1980 furent en grande partie le fait de la difficile intégration de la jeune génération aux structures du parti social-démocrate. Cette intégration se fit progressivement au cours des années 1980 avec l'abandon des thèmes néo-marxistes au profit des nouvelles questions sociales (pacifisme, écologie, condition féminine...) et d'un ralliement d'un nombre croissant de leaders et de militants aux principes de l'économie sociale de marché.

¹ Archiv der Sozial-Demokratie (AdsD), Sitzung des Parteivorstands, Parteirat und Kontrollkommission am 9.5.1968.

² AdsD-2/PVAS0000585, Sitzung des Parteivorstands, Parteirat und Kontrollkommission am 10.4.1973.

³ LÖSCHE Peter / WALTER Franz, *Die SPD. Klassenpartei – Volkspartei – Quotenpartei. Zur Entwicklung der Sozialdemokratie von Weimar bis zur deutschen Vereinigung*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 1992, p.336-337.

Si les idées néo-marxistes des *Jusos* firent en fait long feu au sein du parti, il n'en alla pas de même des transformations de la démocratie interne et des pratiques militantes. Le développement de la participation des militants aux activités et aux discussions internes contribua à faire évoluer de façon déterminante le poids politique de la base au sein du parti. Alors que pour beaucoup d'adhérents il n'était encore qu'un lieu de sociabilité dans les années 1960, ce dernier devint progressivement un espace de débats et d'échanges politiques au sein duquel chaque militant pouvait participer aux discussions et peser sur les décisions.

Cet accroissement de la conflictualité et du rôle de la base fut également un facteur déterminant dans l'émergence de courants partisans structurant les débats internes. C'est sur ce nouveau fonctionnement partisan que s'appuyèrent les principales figures de la jeune génération (Oskar Lafontaine, Gerhard Schröder, Rudolf Scharping...) pour bâtir leur ascension politique dans les années 1980-1990. Ils purent alors bénéficier du soutien d'une base dont les gros bataillons restèrent longtemps formés par la génération des soixante-huitards. L'afflux inégalé de militants très politisés au cours des années 1970 en fit en effet une génération numériquement et politiquement très déterminante pour l'histoire de la social-démocratie, propulsant ainsi ses leaders aux sommets du parti et de l'Etat.

En dépit de ces évolutions fondamentales de la culture politique social-démocrate dans le sillage du mouvement étudiant, il convient de ne pas surestimer le rôle de ce dernier dans les succès politiques du parti. Certes son influence est à bien des égards indéniable, mais il ne faut pas oublier que le développement de la démocratie interne, le développement du rôle de la base et du poids du local, tout comme l'accroissement des effectifs et du militantisme partisans à travers la transformation de l'engagement politique constituent les éléments d'un processus plus large d'évolution des partis traditionnels vers des partis de masse qui était déjà partiellement amorcé avant même les prodromes du mouvement étudiant. Il convient donc de nuancer l'impact de celui-ci sur les évolutions du *SPD* dans les années 1960-1970, dans la mesure où il fut sans doute davantage un facteur d'accélération d'un processus déjà en cours, que l'amorce d'une véritable révolution.

A l'inverse, il paraît important de souligner le rôle déterminant de l'évolution du *SPD* vers un parti de masse dans la normalisation progressive et l'intégration d'une partie importante de la jeunesse politisée dans la vie politique allemande. L'ouverture et le dialogue maintenu par le *SPD* envers la jeunesse contestataire a sans doute permis une normalisation particulièrement rapide et importante du mouvement au sein la vie politique allemande. Du point de vue de ses effectifs comme de celui de sa culture politique, le *SPD* a indéniablement su capter à son profit une partie de l'héritage du mouvement soixante-huitard.

La réussite du pari formulé par Willy Brandt reposait toutefois davantage sur les réformes impulsées une décennie plus tôt par les dirigeants du parti que sur l'hypothétique institutionnalisation d'un « mouvement social » de jeunes au sein d'un parti adulte. Ni en 1969 lors de l'accession de Willy Brandt à la chancellerie, ni en 1998 lors de celle de Gerhard Schröder, il ne saurait être question d'un succès du « mouvement social », encore moins de son institutionnalisation. Au contraire, la normalisation progressive des idées et des pratiques de ce dernier au sein de la social-démocratie ont limité l'émergence d'institutions et de structures politiques spécifiques.

Appliquée à « 68 », cette notion paraît finalement à bien des égards réductrice, dans la mesure où elle ne prend pas en compte la diversité fondamentale qui caractérise le mouvement étudiant. La multiplicité des objectifs, des pratiques, des réseaux, des valeurs mêmes de la jeune génération paraissent difficilement réductibles à la notion de « mouvement social »¹. Donnant l'impression d'une unité du mouvement, elle propose ainsi la vision d'une continuité progressive dans le passage des revendications et des pratiques du mouvement vers les institutions et les partis politiques. Par ailleurs, en soulignant les aspects sociaux et culturels du mouvement, elle en occulte complètement la dimension politique souvent plus révolutionnaire que réformiste, la volonté d'une rupture radicale et parfois violente avec « l'ordre établi » contre laquelle s'est justement construite la tentative de normalisation du mouvement par le *SPD*.

L'histoire des rapports du mouvement soixante-huitard avec la social-démocratie allemande fut donc avant tout faite d'oppositions et de ruptures, de rejets et d'exclusions qui marquèrent la difficile

¹ Sur cette critique de la notion de « mouvement social » appliquée au mouvement étudiant allemand, voir KRAUSHAAR Wolfgang, *1968 als Mythos, Chiffre und Zäsur*, Hamburger Edition, Hambourg, 2000.

normalisation d'éléments éparses du mouvement. Cette normalisation de « 68 » dans le parti social-démocrate allemand s'est en fait autant réalisée avec que contre lui, dans la mesure même où le pari de Willy Brandt résidait précisément dans la transformation des jeunes politisés. C'est ce que résumait Hans-Jochen Vogel, l'un de ses successeurs à la direction du parti social-démocrate dans les années 1980, lorsqu'il affirmait que « la marche à travers les institutions a sans doute davantage transformé les marcheurs que les institutions ».